

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTTENES ALBERTUS FRANCE

ZI de Pont-Brenouille
BP 309
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/0277/24-SD/SL
Code AIOT : 0005101473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits. Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013. Le site est classé SEVESO seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé, en respectant les délais, la campagne de mesure de PFAS selon l'arrêté ministériel relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant doit compléter cette démarche en ajoutant le/les PFAS contenus dans l'émulseur stocké sur le site. L'enregistrement des résultats des analyses de PFAS doit être complété avec l'ensemble des substances analysées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour établir sa liste l'exploitant a recherché au sein des FDS des matières entrantes l'existence de PFAS. Il a également sollicité le laboratoire interne au site de Pont Sainte Maxence ainsi que le groupe Huttenes Albertus.</p> <p>L'exploitant a identifié un seul produit contenant des PFAS qui est l'émulseur AFFF du système incendie. Ce dernier est livré en vrac et stocké dans une cuve de 5 m³ sur le site.</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant déclare avoir réalisé les analyses via la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) et les 28 PFAS de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Lors du contrôle des prescriptions suivantes, l'inspection a constaté au sein des rapports d'analyses que d'autres PFAS avaient été analysés.</p> <p>En complément, la fiche de données de sécurité de l'émulseur utilisé sur le site de Pont Sainte Maxence liste une composition de produits dont des PFAS.</p> <p>L'exploitant n'a pas contacté le fournisseur afin de connaître plus précisément les PFAS composant l'émulseur.</p> <p>Ces PFAS n'ont pas été intégrés à la liste des PFAS recherchés.</p> <p>Les PFAS désignés au sein de la FDS de l'émulseur n'ont pas été analysés.</p> <p>Non conformité n°1 (fait modéré) : La liste des PFAS de l'exploitant n'intègre pas le/les PFAS composant(s) l'émulseur utilisé sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant met à jour la liste des PFAS utilisés, produits, traités ou rejetés par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception</p>

des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Le site ne rejette aucune eau de process. Le site est équipé de deux points de rejets. Le point de rejet n°1 situé au Sud de l'établissement comporte les eaux pluviales et les eaux de refroidissement en circuit ouvert (eau issue du forage du site sans contact avec le process - échangeur à plaques-). Le point de rejet n°2 situé le plus au Nord de l'établissement ne collecte que les eaux pluviales du site. Ces deux points de rejets se déversent dans la rivière Oise. Les campagnes d'analyses ont été réalisées sur les deux points de rejets de septembre à novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire CERECO. Les personnes en charge des prélèvements au sein de cette société sont formées aux techniques de prélèvements d'eaux . Les analyses ont été réalisées par le laboratoire AGROLAB (AL-West B.V.) pour l'ensemble des prélèvements. Le laboratoire AL-West B.V. (AGROLAB) est accrédité par la fondation néerlandaise d'accréditation. Cette dernière est reconnue par lettre du COFRAC référencée E/10/004/KVI/SRO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés sur une période de 24 heures sur les deux points de rejets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, par sondage, il a été contrôlé les limites de quantification (LQ) du rapport du mois de novembre 2023 du laboratoire AGROLAB.</p> <p>Pour la méthode indiciaire par AOF la LQ est de 2 µg/l.</p> <p>Pour les autres substances la LQ est majoritairement de 20 ng/l et quelques substances présentent des LQ entre 10 et 50 ng/l sans jamais atteindre ou dépasser 100 ng/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses ont été enregistrés sur l'application GIDAF. Toutefois, lors de la lecture des rapports d'analyses, il a été constaté que d'autres PFAS avaient été analysés en plus de ceux décrits par l'exploitant au point de contrôle n°1.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant précise qu'il a souhaité renseigner l'ensemble des résultats sous l'application GIDAF mais qu'il n'a pas été en mesure de le faire du fait de l'impossibilité de renseigner une nouvelle substance (PFAS) sous l'application.</p> <p>L'inspection a informé l'exploitant qu'il était possible de saisir d'autres substances en invalidant les déclarations.</p> <p>Non conformité n°2 (fait modéré) : L'ensemble des PFAS analysés n'ont pas été enregistrés sous l'application GIDAF.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant sur le premier point de contrôle, ce dernier doit solliciter le fournisseur/producteur de l'émulseur afin de connaître le ou les PFAS composant le produit. Ces derniers seront donc analysés en plus de ceux déjà recherchés. Les résultats des analyses de l'ensemble de ces PFAS seront enregistrés sur l'application GIDAF pour les prochaines analyses.</p> <p>Dans le contexte de cette première campagne et au regard des résultats des analyses du site, il apparaît que le flux massique journalier moyen en AOF (36,9 g/j) place l'établissement parmi les sites représentant 99 % des flux en AOF au niveau national.</p> <p>Un courrier a été envoyé à l'exploitant le 29 avril 2024 l'invitant à s'inscrire dans une démarche articulée autour de 3 axes : l'investigation, la réduction/suppression, la surveillance.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant a réalisé un nouveau prélèvement en amont et en aval du point de rejet n°1 afin de connaître l'origine des PFAS mesurés. Les résultats de ces mesures ne sont pas encore disponibles.</p> <p>L'exploitant est dans une démarche de recherche de l'origine de la présence de PFAS qui a été significative que sur un des trois mois de la première campagne de recherche (octobre 2023). Cette démarche va être complétée par l'analyse des PFAS contenus dans l'émulseur stocké sur le site (cf précédemment).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : L'exploitant renseigne l'application GIDAF avec l'ensemble de PFAS analysés sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>